N° d'ordre

Numéro du répertoire **2022 /**
R.G. Trib. Trav. **20/202250/A**
Date du prononcé **9 septembre 2022**
Numéro du rôle **2021/AL/343**
En cause de : **CPAS DE LIEGE** **C/** **B.**

Expédition

Délivrée à
Pour la partie

le
€
JGR

Cour du travail de Liège

Division Liège

Chambre 2-J

Arrêt

Contradictoire
Définitif

* CPAS – revenu d'intégration sociale – paiements indus – erreur CPAS – charte de l'assuré social (art. 17) – loi 26 mai 2002 (art. 22)

EN CAUSE :

LE CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE LIEGE, inscrit à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0207.663.043, dont les bureaux sont établis à 4000 LIEGE, place Saint-Jacques 13,
partie appelante, ci-après dénommée « **le CPAS** »,
ayant pour conseil Maître

CONTRE :

Madame B.,
partie intimée, ci-après dénommée « **Madame B.** »
ayant comparu par son conseil Maître

•
• •

I. INDICATIONS DE PROCEDURE

1. La Cour a tenu compte des pièces figurant en forme régulière dans le dossier de la procédure à la clôture des débats et notamment des pièces suivantes :

- le jugement attaqué, rendu contradictoirement entre parties le 18 mai 2021 par le tribunal du travail de Liège, division Liège, 8ème Chambre (R.G. 20/2250/A) ;
- la requête formant appel de ce jugement, reçue au greffe de la Cour du travail de Liège, division Liège, le 16 juin 2021 et notifiée à la partie intimée par pli judiciaire le 17 juin 2021 invitant les parties à comparaître à l'audience publique du 15 septembre 2021 ;
- l'ordonnance du 15 septembre 2021 basée sur l'article 747 du Code judiciaire fixant les plaidoiries à l'audience publique du 7 mars 2022, audience à laquelle la cause a été remise contradictoirement au 2 mai 2022 ;

- les conclusions principales d'appel de Madame B. remises au greffe de la Cour respectivement les 15 octobre 2021 et 24 février 2022 et son dossier de pièces remis le 24 février 2022 ;
- les conclusions d'appel du CPAS remises au greffe de la Cour le 22 novembre 2021 et ses dossiers de pièces remis respectivement les 22 novembre 2021, 24 février 2022 et 20 avril 2022 ;
- les conclusions d'appel et les pièces complémentaires du CPAS remises au greffe de la Cour le 29 avril 2022.

2. Les conseils des parties ont plaidé lors de l'audience publique du 2 mai 2022.

Après la clôture des débats, Madame , substitute générale, a annoncé qu'elle déposerait un avis écrit auquel les parties ont été autorisées à répliquer.

Madame a déposé son avis écrit au greffe de la Cour le 16 juin 2022 et cet avis a été notifié le même jour aux conseils des parties.

Les parties n'ont pas répliqué à cet avis dans le délai prévu à cet effet.

La cause a donc été prise en délibéré pour qu'un arrêt soit prononcé le 9 septembre 2022.

II. FAITS ET ANTÉCÉDENTS PERTINENTS

3. Madame B. est née le 3 mai 1991 et est de nationalité belge.

4. Il ressort du dossier administratif produit par le CPAS en pièce n° 4 de son dossier ce qui suit :

- qu'après avoir cohabité un temps avec son compagnon et être ensuite retournée vivre chez sa mère, Madame B. s'est installée seule, rue Saint Gilles à 4000 Liège, à partir du 3 avril 2019 ;

- qu'elle bénéficiait alors d'indemnités de mutuelle et qu'elle bénéficiera d'allocations de chômage à partir du 1er juillet 2019 ;

- que le 21 juin 2019, elle a introduit auprès du CPAS une demande tendant au bénéficie d'un revenu d'intégration sociale ;

- cette demande a fait l'objet des propositions suivantes de la part du service social du CPAS les 12 et 16 août 2019 :

- refus pour la période du 21 au 30 juin 2019, au motif que les indemnités de mutuelle dont bénéficiait alors Madame B. dépassaient le montant du revenu d'intégration sociale auquel elle pouvait prétendre,
- octroi à partir du 1er juillet 2019, soit la date à partir de laquelle elle ne bénéficiera plus que d'allocations de chômage d'un montant inférieur,
- et ce, à concurrence d'un montant mensuel de 387,74 € pour les trois premiers mois et de 431,08 € à partir du mois d'octobre 2019 (cf. 6ème et 8ème feuillets du dossier administratif) ;

- qu'après avoir par ailleurs constaté un dépassement du délai de traitement de la demande de Madame B., le service social du CPAS a également proposé le 21 août 2019 d'octroyer à celle-ci le premier montant précité à titre d'aide urgente pour les mois de juillet et août 2019 (cf. 9ème feuillet du dossier administratif du CPAS).

5. Il ressort des pièces complémentaires déposées le 20 avril 2022 par le CPAS, que celui-ci s'est alors ensuite effectivement acquitté des montants suivants en faveur de Madame B., à titre d'aide urgente:

- le 26 août 2019 : 387,74 €,
- le 30 août 2019 : 387,74 €.

6. Les premières propositions formulées par le service social ont par ailleurs été approuvées par le comité d'aide sociale du CPAS le 24 septembre 2019, aux termes de trois décisions distinctes[1] qui ont été notifiées à Madame B. le 30 septembre suivant, à l'adresse renseignée par celle-ci lors de sa demande (pièces n° 5 à 8 du dossier du CPAS).

Le premier paiement effectué à la suite de cette décision est intervenu le 26 septembre 2019, à concurrence de 378,74 € sous la référence « 09/2019 » (pièce n° 9 du dossier du CPAS).

7. Le 30 septembre 2019, le compagnon de Madame B. adresse au CPAS le courrier électronique suivant :

« *[…]*

Je tenais à vous informer qu'aux vu des démarches longues et fastidieuses que représentent la demande d'aide du CPAS, nous avons décidé de nous mettre en ménage dans mon maison [Madame B.] et moi [sic].

[1] Une première décision (de refus) porte sur la période du 21 au 30 juin 2019, une deuxième (d'octroi à concurrence de 387,74 € par mois) porte sur la période de juillet à septembre 2019 et une troisième décision (d'octroi à concurrence de 431,08 € par mois) porte sur la période prenant cours le 1er octobre 2019.

En effet, pour des raisons financières, je n'arrivais plus à payer ma maison ET le loyer de son appartement.

Je déplore vraiment la lenteur et l'inefficacité de vos services. Je pense surtout aux personnes qui sont également dans le besoin URGENT et qui n'ont pas la chance d'avoir quelqu'un comme moi pour les aider et les soutenir.
Sans parler de la maigre compensation financière apportée par vos services qui ne couvrait absolument pas la totalité de ses frais.

[Madame B.] est donc maintenant domiciliée chez moi. Merci de lui adresser le courrier éventuel rue […] à 4020 Jupille-sur-Meuse.

[…]

Étant désormais domiciliés ensemble, c'est avec plaisir que je vous annonce qu'elle n'a plus besoin d'aide du CPAS.
Elle n'aura donc plus de raison de se présenter chez vous,

Cordialement,
[B.C.]
Au nom de [Madame B.] » (pièce n° 1 du dossier de Madame B.).

8. Il ressort cependant des pièces complémentaires déposées le 20 avril 2022 par le CPAS, que nonobstant l'envoi de courrier électronique, le CPAS a continué à s'acquitter des montants suivants en faveur de Madame B., en exécution des décisions précitées du 24 septembre 2019 :

- le 30 octobre 2019 : 431,08 € sous la référence « 10/2019 »,
- le 28 novembre 2019 : 431,08 € sous la référence « 11/2019 »,
- le 30 décembre 2019 : 431,08 € sous la référence « 12/2019 »,
- le 30 janvier 2020 : 431,08 € sous la référence « 01/2020 » (pièces n° 9 du dossier du CPAS).

9. Ces paiements ont ensuite été interrompus et le dossier de Madame B. a fait l'objet d'un réexamen en mai et juin 2020, à l'occasion duquel il a été constaté que Madame B. était officiellement domiciliée avec son compagnon depuis le 2 septembre 2019 (feuillets n° 17 et 18 du dossier administratif du CPAS).

10. Le CPAS a alors pris deux nouvelles décisions le 7 juillet 2020 :

- une première décision ayant pour objet la récupération du revenu d'intégration sociale qui aurait été perçu indûment par Madame B. du 1er septembre 2019 au 31 janvier

2020 à concurrence d'un montant total de 2.112,06 €, en considération du salaire de son compagnon (pièce n° 2 du dossier du CPAS),

- et une seconde décision ayant pour objet de retirer à Madame B. le bénéfice du revenu d'intégration sociale à partir du 1er février 2020, du fait de sa cohabitation avec son compagnon depuis septembre 2019 (pièce n° 3 du dossier du CPAS).

Ces décisions ont été notifiées à Madame B. le 9 juillet 2020, à son nouveau domicile.

11. Par une requête déposée le 5 août 2020 devant le tribunal du travail de Liège, division Liège, Madame B. a contesté la première décision précitée, à savoir la décision de récupération portant sur les montants qui lui ont été payés de septembre 2019 à janvier 2020, en faisant valoir à l'appui de sa contestation que le CPAS avait été informé en temps utile de sa cohabitation avec son compagnon, qu'elle pensait que les sommes qu'elle avait ensuite perçues du CPAS correspondaient à des arriérés qui lui étaient dus et qu'il y aurait en tout état de cause une erreur dans la somme que le CPAS lui demandait de rembourser dans la mesure où des arriérés lui resteraient dus pour la période du mois d'avril 2019 à août 2019.

12. A la suite de l'introduction de cette requête, le CPAS a introduit une demande reconventionnelle à l'encontre de Madame B., tendant à la condamnation de celle-ci à lui rembourser la somme précitée de 2.112,06 €, majorée des intérêts à partir du paiement de chacune des mensualités.

Madame B. a contesté cette demande en termes de conclusions, en faisant valoir qu'elle était en tout état de cause contraire à l'article 22, § 2 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, s'agissant de paiements résultant exclusivement d'une erreur commise par le CPAS, alors qu'elle-même pouvait légitimement penser qu'il s'agissait d'arriérés pour la période d'avril à août 2019.

III. JUGEMENT CONTESTÉ

13. Par le jugement contesté prononcé le 18 mai 2021, les premiers juges ont :

- débouté Madame B. de sa demande tendant au paiement d'arriérés de revenu d'intégration sociale pour la période du 1er avril au 30 juin 2019, à défaut notamment de toute preuve d'une demande formulée avant le 21 juin 2019,

- confirmé la première décision prise par le CPAS le 24 septembre 2019 en ce qu'elle a refusé d'octroyer à Madame B. un revenu d'intégration sociale à partir du 21 juin 2019 ;

- constaté qu'un montant de 775,48 € (2 x 387,74 €) était incontestablement dû à Madame B. pour les mois de juillet et août 2019, lesquels n'étaient du reste pas visés par la décision de récupération contestée ;

- constaté qu'à dater du 2 septembre 2019, Madame B. ne pouvait plus prétendre à un revenu d'intégration sociale à la charge du CPAS, du fait de sa mise en ménage avec son compagnon qui bénéficiait de revenus ;

- diminué le montant de 2.112,06 € perçu indûment par Madame B. pour la période de septembre 2019 à janvier 2020, de la somme précitée de 775,48 € correspondant au montant dû pour les mois de juillet et août 2019 ;

- et, après avoir constaté diverses fautes commises par le CPAS dans la gestion du dossier de Madame B. et estimé que celle-ci avait légitimement pu penser que les montants qui lui avaient été payés correspondant aux sommes qui lui étaient dues pour le revenu d'intégration sociale qu'elle sollicitait à dater du 21 juin 2019, mis à néant la décision de récupération du 7 juillet 2020 et déclaré non fondée la demande reconventionnelle du CPAS.

Celui-ci a par ailleurs été condamné aux dépens liquidés par Madame B. à 262,37 € à titre d'indemnité de procédure, de même qu'à la somme de 20,00 € à titre de contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

IV. APPEL ET DEMANDES DES PARTIES EN DEGRÉ D'APPEL

IV.1. L'appel et la demande du CPAS

14. Par requête reçue au greffe de la Cour le 16 juin 2021, explicitée par voie de conclusions, le CPAS fait grief au jugement dont appel :

- non seulement de n'avoir pas tenu compte du fait que Madame B. avait déjà perçu, les 26 et 30 août 2019, sous la communication « *aide urgente* », les montants qui lui étaient dus au titre de revenu d'intégration sociale pour les mois de juillet et août 2019,

- mais également de lui avoir refusé la récupération des montants perçus indûment par Madame B. pour les mois de septembre 2019 à janvier 2020, alors même que celle-ci savait ou devait savoir qu'elle n'y avait pas droit, s'agissant de montants correspondant à des périodes se situant après le mois d'août 2019.

15. Le CPAS demande en conséquence à la Cour de réformer le jugement dont appel et de condamner Madame B. au remboursement de la somme de 2.112,06 €, majorée des intérêts à partir du paiement de chacune des mensualités.

Il demande également à la Cour de statuer ce que de droit quant aux dépens de la procédure.

IV.2. Demande de Madame B.

16. Madame B. demande pour sa part à la Cour de déclarer l'appel du CPAS recevable mais non fondé, de confirmer le jugement dont appel et de condamner le CPAS aux dépens d'appel, en ce compris l'indemnité de procédure évaluée à la somme de 378,95 €.

V. AVIS DU MINISTÈRE PUBLIC

17. Dans son avis écrit déposé au greffe de la Cour le 16 juin 2022, le ministère public invite la Cour à déclarer l'appel recevable et en grande partie fondée et à faire droit à la demande en remboursement du CPAS excepté pour le revenu d'intégration sociale perçu indûment par Madame B. pour le mois de septembre 2019.

Cet avis est essentiellement motivé comme suit :

« *En l'espèce, [il s'agit] de déterminer la prise de conscience ou non de [Madame B.] du fait qu'elle n'avait pas droit aux sommes versées sur son compte.*

Si un doute subsiste pour le versement correspondant au mois de septembre 2019 effectué le 26 septembre 20149 (387,74 €, référence : 09/2019) l'aide urgente du mois d'août étant également arrivée sur son compte durant ce même mois, ce n'est pas le cas pour les versements postérieurs.

En effet, [Madame B.], via son compagnon, a clairement indiqué qu'elle n'avait plus besoin de l'intervention [du CPAS] vu sa mise en ménage avec [son compagnon] ».

VI. RECEVABILITÉ DE L'APPEL

18. L'appel du CPAS a été introduit dans les formes légales.

Le délai légal d'appel a également été respecté, la requête d'appel ayant été déposée dans le mois de la notification du jugement entrepris, conformément à l'article 1051 du Code judiciaire.

L'appel est donc recevable.

VII. DISCUSSION

VII.1. Question litigieuse soumise à la Cour

19. Madame B. n'a pas formé appel incident du jugement entrepris et elle ne conteste pas que les montants qui lui ont été payés par le CPAS pour les mois de septembre 2019 à janvier 2020 ne lui étaient pas/plus dus, du fait de sa cohabitation avec son compagnon qui disposait de revenus.

La seule question litigieuse dont la Cour est saisie par les parties est donc celle de savoir si le CPAS peut procéder à la récupération de tout ou partie de ces montants.

VII.2. Détermination du montant de l'indu

20. Au vu des pièces complémentaires déposées par le CPAS dans le cadre du présent appel, il apparaît que le montant total de l'indu correspondant à la période litigieuse se situant entre septembre 2019 et janvier 2020 s'élève bien à la somme de 2.112,06 € mentionnée dans la décision de récupération contestée, de même que dans les dernières conclusions du CPAS.

Ce montant correspond en effet très exactement au total des paiements effectués par le CPAS en faveur de Madame B. entre fin septembre 2019 et fin janvier 2020 pour chacun des mois litigieux considérés.

21. C'est pour le surplus à tort que les premiers juges ont cru pouvoir déduire de ce montant le montant du revenu d'intégration sociale auquel Madame B. avait par ailleurs droit pour les mois de juillet et août 2019.

Il ressort en effet des mêmes pièces complémentaires déposées par le CPAS dans le cadre du présent appel que le CPAS s'était déjà acquitté des montants dus à Madame B. pour chacun de ces deux mois et ce, dès les 26 et 30 août 2019, au titre d' « aide urgente ».

Il n'y a donc pas lieu de déduire ces montants de l'indu litigieux.

22. Le jugement dont appel sera donc réformé en ce qu'il a limité l'indu à 1.336,58 € et le montant de celui-ci sera maintenu à la somme totale précitée de 2.112,06 €.

VII.3. Récupération de l'indu

VII.3.a. En droit : dispositions et principes applicables en matière de révision d'une décision d'octroi d'un revenu d'intégration sociale et de récupération des montants payés indûment à ce titre

23. L'article 17 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social prévoit ce qui suit concernant la révision des décisions prises les institutions de sécurité sociale et ses effets dans le temps :

« *Lorsqu'il est constaté que la décision est entachée d'une erreur de droit ou matérielle, l'institution de sécurité sociale prend d'initiative une nouvelle décision produisant ses effets à la date à laquelle la décision rectifiée aurait dû prendre effet, et ce sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière de prescription.*

Sans préjudice de l'article 18, la nouvelle décision produit ses effets, en cas d'erreur due à l'institution de sécurité sociale, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit à la prestation est inférieur à celui reconnu initialement.

L'alinéa précédent n'est pas d'application si l'assuré social sait ou devait savoir, dans le sens de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, qu'il n'a pas ou plus droit à l'intégralité d'une prestation ».

24. Il ressort du 2ème alinéa de cette disposition, que lorsqu'une décision d'octroi est revue à la suite d'une erreur d'une institution de sécurité sociale, aucune récupération d'indu ne peut être effectuée à la charge de l'assuré social.

Ce n'est que si l'assuré social savait ou devait savoir qu'il n'avait pas ou plus droit à l'intégralité de la prestation qui lui a été payée indûment au sens du 3ème alinéa de la même disposition, que, malgré l'erreur qu'il a commise, l'organisme pourra récupérer l'indu dans les limites de la prescription applicable.

Les travaux préparatoires de la loi du 11 avril 1995 précisent cependant que cette exception vise essentiellement les cas de fraude, de dol ou d'abstention de procéder à une déclaration obligatoire[2].

25. L'article 22 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale prévoit pour sa part ce qui suit concernant la révision des décisions en matière d'intégration sociale et ses effets dans le temps :

« *§ 1. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière de prescription, le centre revoit une décision en cas :*

1. de modification des circonstances qui ont une incidence sur les droits de la personne ;
2. de modification du droit par une disposition légale ou réglementaire ;
3. d'erreur juridique ou matérielle du centre ;
4. d'omission, de déclarations incomplètes et inexactes de la personne.

En vue d'une révision éventuelle, l'intéressé doit faire déclaration immédiate de tout élément nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur le montant qui lui a été accordé ou sur sa situation d'ayant droit.

Dans le même but, le centre examinera régulièrement, et ce au moins une fois l'an, si les conditions d'octroi sont toujours réunies.

§ 2. La décision de révision produit ses effets à la date à laquelle le motif qui a donné lieu à la révision est apparu.

En dérogation à l'alinéa 1, la révision produit ses effets le premier jour du mois suivant la notification en cas d'erreur juridique ou matérielle du centre lorsque les conditions suivantes sont remplies simultanément :

1° le droit à la prestation est inférieur au droit octroyé initialement ;
2° la personne ne pouvait se rendre compte de l'erreur ».

26. Il ressort ainsi du point 2° du dernier alinéa du § 2 de cette disposition que lorsqu'une décision d'octroi est revue à la suite d'une erreur du CPAS, ce n'est que si l'intéressé ne pouvait se rendre compte de l'erreur commise que la récupération de l'indu est exclue.

27. Ce faisant et contrairement à l'article 17 de la Charte de l'assuré social, l'article 22 de la loi du 26 mai 2002 ne se réfère pas à l'arrêté royal du 31 mai 1933.

[2] H. Mormont et J. Martens, « La révision des décisions administratives de sécurité sociale et la récupération de l'indu », *in* Dix ans d'application de la Charte de l'assuré social, Kluwer – Etudes pratiques de droit social 2008/1, p. 57 et suivantes, spécialement n° 75.

Il ne s'agit cependant que de déterminer, dans un cas comme dans l'autre, si le bénéficiaire d'une décision résultant d'une erreur commise par une institution de sécurité sociale, dont un CPAS, est effectivement de bonne foi ou s'il aurait dû débusquer l'erreur commise[3].

C'est ainsi que certains considèrent que nonobstant les différences de formulation présentées par les articles 17 de la Charte de l'assuré social et 22 de la Loi du 26 mai 2002, « *il serait néanmoins logique que l'appréciation de la bonne foi du bénéficiaire d'une erreur qu'il a pu déceler soit examinée avec les mêmes critères selon que l'on applique l'une ou l'autre de ces législations* »[4], étant par ailleurs précisé que ledit « *bénéficiaire peut, […] a priori, légitimement faire confiance à la justesse et à la légalité de la décision administrative qu'il s'est vu notifier* »[5].

28. Il en va de même, à l'estime de la Cour, de certains paiements que le bénéficiaire a perçus à la suite d'erreur de l'institution de sécurité sociale, singulièrement au titre de revenu d'intégration sociale[6].

C'est ainsi notamment que, « *le fait pour le C.P.A.S. de ne pas avoir traité immédiatement [un] élément nouveau [modifiant le droit à la prestation] et d'avoir ainsi, par sa carence, été à l'origine de la naissance ou de l'accroissement de l'indu, est susceptible de constituer une erreur impliquant une dérogation à l'effet rétroactif* »[7].

VII.3.b. <u>En fait : application de ces dispositions et principes en l'espèce</u>

29. La Cour observe tout d'abord que dès le 24 juin 2019, Madame B. a été formellement informée par le CPAS de l'obligation qui lui incombait de déclarer à celui-ci tout élément

[3] Voir notamment à ce propos : S. Gilson et a., « Questions choisies relatives à la Charte de l'assuré social : l'article 17 de la Charte – La responsabilité des institutions de sécurité sociale du fait de leurs manquements à leurs obligations d'information et de conseil », *in* Questions choisies en droit de la sécurité sociale, Anthemis – CUP Liège 2021, p. 393 et suivantes, spécialement n° 18, pour ce qui concerne l'article 17 de la Charte de l'assuré social, et Ph. Versailles, Le droit à l'intégration sociale, Wolters Kluwer – Etudes pratiques de droit social 2014/5, n° 1485, pour ce qui concerne l'article 22 de la loi du 26 mai 2002.

[4] Ph. Versailles, précité, n° 1485 ; voir également à ce propos : J.-F. Neven, « La révision et la récupération », *in* Aide sociale – Intégration sociale – Le droit en pratique, la Charte 2011, p. 568 et 569.

[5] Ph. Versailles, précité, n° 1486.

[6] Voir notamment à ce propos : J.-F. Neven, précité, p. 568 ; voir également, à propos de l'application de l'article 17 de la Charte de l'assuré social non seulement aux décisions erronées mais également aux paiements effectués par erreur, notamment à la suite du maintien erroné d'une décision de paiement alors que l'institution de sécurité sociale est informée d'un changement de situation : S. Gilson et a., précités, n° 13.

[7] J.-F. Neven, précité, p. 570 et la référence faite par cet auteur à un arrêt prononcé en ce sens par la cour du travail de Mons le 19 mars 2008, dans une affaire où « *l'exposé du litige et l'analyse des pièces du dossier administratif démontr[ait] clairement une carence du C.P.A.S. dans le traitement du dossier, carence qui doit être qualifiée d'erreur ayant entraîné et fait perdurer la perception indue (du revenu d'intégration)* ».

nouveau susceptible d'avoir une influence sur l'aide qu'elle lui demandait (cf. 13ème feuillet du dossier administratif du CPAS).

Parmi les éléments nouveaux ainsi visés, figurait notamment et expressément « *la mise en ménage* ».

30. Or, force est de constater qu'alors que Madame B. se mit officiellement en ménage avec son compagnon dès le 2 septembre 2019 :

- ce n'est que le 30 septembre suivant que cet élément nouveau fut déclaré au CPAS,

- et ce, alors que celui-ci s'était déjà acquitté, dès le 26 septembre 2019, du montant dû pour le mois de septembre 2019 en vertu de la décision d'octroi prise le 24 septembre 2019.

31. C'est ainsi à tort et sans le moindre fondement que Madame B. prétend que le paiement indu du revenu d'intégration sociale afférent au mois de septembre 2019 résulterait d'une erreur du CPAS, puisque celui-ci n'était pas encore informé de sa mise en ménage avec son compagnon au moment où il y a procédé.

Loin d'être imputable au CPAS, le caractère indu de ce premier paiement litigieux est au contraire exclusivement imputable à Madame B., laquelle est demeurée en défaut d'informer en temps utile le CPAS de sa mise en ménage avec son compagnon depuis le 2 septembre 2019.

Ni le 2ème alinéa de l'article 17 de la Charte de l'assuré social, ni le 2ème alinéa de l'article 22, § 2 de la loi du 26 mai 2002 ne peuvent donc trouver à s'appliquer en l'espèce pour ce qui concerne le paiement indu du revenu d'intégration sociale afférant au mois de septembre 2019.

Il appartient en conséquence à Madame B. d'en rembourser le montant au CPAS.

32. Il s'impose en revanche bien d'examiner sous l'angle des dispositions précitées la demande de remboursement portant sur les paiements effectués par le CPAS pour les mois d'octobre 2019 à janvier 2020.

Le caractère indu de chacun de ces paiements ultérieurs résulte en effet d'une erreur du CPAS, puisque celui-ci avait déjà été informé de la mise en ménage de Madame B. avec son compagnon au moment où il y a procédé.

La question se pose donc effectivement de savoir si Madame B. savait ou devait savoir qu'elle n'avait pas droit à ces paiements, au sens de l'article 17 de la Charte de l'assuré

social, et/ou si elle pouvait se rendre compte de l'erreur commise par le CPAS en les poursuivant, au sens de l'article 22, § 2 de la loi du 26 mai 2002.

33. Au vu de l'ensemble des circonstances de fait de l'espèce, la Cour estime que la réponse à cette question ne saurait être affirmative.

En effet :

- outre que le CPAS était informé de la cohabitation de Madame B. avec son compagnon depuis le 30 septembre 2019, en manière telle qu'aucun manquement à son obligation d'information n'était plus imputable à Madame B. depuis cette date,

- et qu'il ne ressort d'aucun élément objectif du dossier que Madame B. aurait jamais adopté sous quelqu'autre forme que ce soit un comportement frauduleux ou dolosif à l'égard du CPAS,

- Madame B. n'avait manifestement pas connaissance, à l'époque, des décisions prises par le CPAS le 24 septembre 2019 ;

  ces décisions ne lui ont en effet jamais été notifiées qu'à son ancien domicile et il ne ressort d'aucun élément objectif du dossier que le CPAS les lui aurait réadressées à son nouveau domicile dès qu'il en fut informé, ni qu'il lui en aurait communiqué la teneur sous quelqu'autre forme que ce soit durant la période litigieuse ;

  c'est ainsi notamment qu'il peut être tenu pour acquis que Madame B. ignorait alors que le CPAS avait refusé de lui octroyer le bénéfice du revenu d'intégration sociale pour la période antérieure au 1er juillet 2019 ;

  or, Madame B. fit valoir devant les premiers juges qu'elle estimait à l'origine pouvoir en bénéficier à tout le moins du 1er avril au 16 juin 2019, période durant laquelle elle n'avait bénéficié d'indemnités de mutuelle qu'au taux cohabitant comme cela ressort du dossier administratif produit par le CPAS (30ème feuillet), et qu'elle pensait donc que les paiements effectués par le CPAS correspondaient aux arriérés afférents à cette période antérieure ;

  le fait que la demande de Madame B. portant sur cette période antérieure ne fut pas suivie par les premiers juges n'y change rien, ceux-ci ayant essentiellement motivé leur décision quant à ce par l'absence de preuve d'une demande introduite à cet effet antérieurement au 21 juin 2019, comme par le fait que la demande du 21 juin 2019 n'aurait été introduite que dans la perspective du passage de Madame B. au bénéfice d'allocations de chômage réduites à dater de juillet 2019 ;

- de même et surtout, loin de voir son dossier réexaminé dans un délai raisonnable de quelques semaines à la suite du courrier électronique adressé le 30 septembre 2019 par son compagnon au CPAS, Madame B. demeura encore et à nouveau sans nouvelles de la part de celui-ci pendant les mois qui suivirent et durant lesquels elle continua à percevoir les paiements litigieux, et ce n'est finalement que le 9 juillet 2020, soit plus de neuf mois plus tard, qu'elle se vit notifier la décision de récupération litigieuse ;

  la longueur anormale de ce délai de révision a nécessairement conforté Madame B. dans sa conviction que les paiements encore effectués par le CPAS après le 30 septembre 2019 ne résultaient pas d'une erreur de la part de celui-ci mais correspondaient à des montants qui lui étaient effectivement dus.

34. La Cour estime en conséquence que c'est à tort et en contradiction tant avec le 2ème alinéa de l'article 17 de la Charte de l'assuré social qu'avec le 2ème alinéa de l'article 22, § 2 de la loi du 26 mai 2002 que le CPAS persiste à postuler la condamnation de Madame B. à lui rembourser les montants qui lui ont été payés indûment d'octobre 2019 à janvier 2020.

Le jugement dont appel sera donc confirmé quant à ce.

VII.4. <u>Quant aux intérêts</u>

35. Le CPAS postule la condamnation de Madame B. aux intérêts « *à partir du paiement de chacune des mensualités* ».

36. Cette demande accessoire est évidemment dénuée de tout fondement en ce qui concerne les mensualités se rapportant aux mois d'octobre 2019 à janvier 2020, puisque le CPAS reste débouté de sa demande de remboursement portant sur ces mensualités.

Cette demande ne doit donc être examinée que pour ce qui concerne la mensualité de septembre 2019, à propos de laquelle la demande de remboursement du CPAS a été jugée fondée ci-avant par la Cour.

37. Selon l'article 21 de la Charte de l'assuré social et l'article 24, § 4 de la loi du 26 mai 2002, les prestations payées indûment ne portent intérêts de plein droit à partir de leur paiement que si leur paiement indu résulte d'une fraude, d'un dol ou de manœuvres frauduleuses.

A défaut, les intérêts ne sont dus qu'à partir de la mise en demeure, conformément à l'article 1153 du Code civil[8].

38. La Cour constate en l'espèce que le CPAS demeure en défaut de se prévaloir du fait que le paiement indu se rapportant au mois de septembre 2019 résulterait d'une fraude, d'un dol ou de manœuvres frauduleuse de la part de Madame B. et qu'il demeure *a fortiori* tout autant en défaut de le prouver.

Les intérêts y afférents n'ont donc pas pu légalement prendre cours avant le 9 juillet 2020, date de la notification de la décision de récupération contestée valant première mise en demeure adressée par le CPAS à Madame B.

VII.5. Quant aux dépens

39. Le jugement dont appel a condamné le CPAS aux dépens et ce, à concurrence d'un montant de 262,37 € liquidé par Madame B. à titre d'indemnité de procédure, outre la contribution de 20,00 € au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

Cette condamnation ne fait l'objet d'aucun appel de la part du CPAS ; il n'y a donc pas lieu d'y revenir.

40. En degré d'appel, Madame B. postule à nouveau la condamnation du CPAS aux dépens et elle liquide ceux-ci à la somme de 378,95 € à titre d'indemnité de procédure.

Le CPAS ne conteste pas comme telle cette demande se contentant d'inviter la Cour à « *statuer ce que de droit quant aux dépens de la procédure* ».

Cette demande de Madame B. tendant à la condamnation du CPAS aux dépens d'appel paraît conforme au 2ème alinéa de l'article 1017 du Code judiciaire.

Il y sera donc fait droit.

VIII. DÉCISION DE LA COUR – DISPOSITIF DE L'ARRÊT

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

[8] Voir notamment à ce propos : J.-F. Neven, précité, p. 590 et 591.

Après en avoir délibéré et statuant publiquement et contradictoirement ;

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré ;

Donnant acte aux parties, de leurs dires, dénégations ou réserves et rejetant comme non fondées, toutes conclusions, autres, plus amples ou contraires ;

Vu l'avis écrit du ministère public auquel les parties n'ont pas répliqué ;

Déclare l'appel recevable ;

Déclare l'appel partiellement fondé ;

Réforme le jugement dont appel en ce qu'il a débouté le CPAS de la totalité de sa demande reconventionnelle et, statuant à nouveau sur cette demande, la déclare partiellement fondée et condamne Madame B. à rembourser au CPAS la somme de 387,74 € correspondant au revenu d'intégration sociale qu'elle a perçu indûment pour le mois de septembre 2019, à augmenter des intérêts légaux et judiciaires échus depuis le 9 juillet 2020 ;

Confirme en revanche le jugement dont appel en ce qu'il a débouté le CPAS de sa demande portant sur la récupération des revenus d'intégration sociale perçus indûment par Madame B. pour les mois d'octobre 2019 à janvier 2020 ;

Et condamne le CPAS aux dépens liquidés dans le chef de Madame B. à la somme de 378,95 € à titre d'indemnité de procédure, ainsi qu'à la somme de 20,00 € à titre de contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

• • •

Ainsi arrêté et signé avant la prononciation par :

, Conseillère faisant fonction de Présidente,
, Conseiller social au titre d'employeur
, Conseiller social au titre d'employé
Assistés de , Greffier,

Le Greffier Les Conseillers sociaux, La Présidente,

Et prononcé, en langue française à l'audience publique de la **Chambre 2-J** de la Cour du travail de Liège, division Liège, Annexe Sud, Place Saint-Lambert 30 à 4000 Liège, **le NEUF SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT-DEUX**, par :

, Conseillère faisant fonction de Présidente,
Assistée de , Greffière,

La Greffière, La Présidente,